

Portrait :
Portrait paru dans "Libération" (30/01/2001)

Profession: anti-libéral.

PAUL REGNIER EN 6 DATES :

3 avril 1967
Naissance à Paris.
1991
Part étudier au Brésil.
1994
Milite en faveur des sans-papiers.
1999
Adhère aux Verts.
Juin 2000
Descend à Millau, au procès de José Bové.
Janvier 2001
Se rend au Forum social mondial de Porto Alegre.



Il a une fois de plus fourré son hamac dans son sac de voyage. Au cas où. Car, à Porto Alegre (Brésil) où il vient de passer une semaine comme à Millau (Aveyron) où il a vécu, l'été dernier, quatre jours «effervescents, joyeux, festifs, fatigants», son hamac lui sert à la fois de commodité et d'emblème.

Millau, pour la Bové Pride, Porto Alegre, pour le Forum social mondial, mais aussi Nice, à l'occasion du sommet européen: Paul Régnier, 33 ans, ne rate plus les rendez-vous fixés par les mouvements baptisés un peu trop vite antimondialisation. Il salive déjà à l'idée de se rendre dans l'année qui vient à Göteborg (peut-être) et à Bruxelles (c'est sûr), pour les prochains rendez-vous européens de la contestation du libéralisme tout-puissant. «A Bruxelles, ce sera juste avant l'arrivée de l'euro. Nous serons présents pour rappeler qu'il est grand temps de penser à l'Europe sociale», anticipe celui qui n'est ni un citoyen de base révolté le temps d'une manif, ni un permanent au cœur de la nébuleuse protestataire. Sa profession: militant intermédiaire. Son boulot: jouer au go-between entre politique et société civile. Il est salarié à mi-temps par les Verts, avec comme mission de faire la jonction entre le parti et «les mouvements sociaux». Il s'active, le reste du temps, à la tête de l'association de capoeira hébergée dans le bureau-chambre d'amis du petit trois pièces, vaguement étudiant, qu'il occupe dans le XIe arrondissement de la capitale. Si les Verts ont participé aux frais de son déplacement à Porto Alegre, c'est son association qui a payé le billet d'avion. Quand il veut, il peut. Et la meilleure manière, c'est encore la débrouille.

Porto Alegre, Paul Régnier ne pouvait pas ne pas y aller. Ce voyage est un retour aux sources. Son baptême politique, c'est là-bas, au Brésil, qu'il l'a célébré. Etudiant en météorologie, océanographie et environnement, inscrit en DEA à l'université d'Orsay, il part en 1991 à São Paulo plancher sur l'impact des forêts tropicales sur le climat. Très vite, il fricote sur le campus de l'université avec un groupe d'une vingtaine d'étudiants membres d'une association pour «la reconnaissance de la conscience nègre». «Un mouvement pour la réparation en faveur des descendants d'esclaves», explique Paul Régnier.

L'idée : obliger l'Etat brésilien à reconnaître sa dette. «Après tout, s'il existe des pays du Sud aujourd'hui, c'est bien parce que la richesse des Etats du Nord s'est en partie construite sur la traite des Noirs», argumente-t-il. Avec ses potes étudiants, il calcule alors le montant que les autorités doivent à chaque descendant d'esclave: «10 000 dollars, puisque tout le monde là-bas parle en dollars.» Soit 70 000 francs. Seul Blanc actif du groupe, ses premiers pas de militant lui valent la une de la presse locale quand il décide, toujours avec ses amis, d'aller dîner dans un restaurant chic de São Paulo et de renvoyer le serveur quand il présente la note. «Mettez-la sur le compte de la "réparation"», lui disent les convives avant de prendre leurs cliques et leurs claques. Ils font scandale. Mais le coup politique est réussi.

Paul Régnier a aussi ramené du Brésil, outre Claudia, qui partage aujourd'hui sa vie, une passion pour la capoeira. De cette danse martiale, «instrument à l'origine de résistances contre l'esclavagisme», ce Parisien de naissance a fait plus qu'un passe-temps: une activité de prof bénévole, à la tête d'une association d'une centaine d'élèves-adhérents. La mondialisation dans tout ça? Paul Régnier explique le lien: «La capoeira, pour moi, c'est une manière d'utiliser en France une culture étrangère pour créer un groupe au sein duquel la discrimination n'existe pas. Il s'agit d'opposer des cultures, des identités face à la consommation et au fric. La capoeira, c'est ma façon à moi d'ouvrir des espaces, de créer des petites îles de résistance, des petites bulles contre l'Empire», dit-il en empruntant ce dernier terme au Monde diplomatique. Etre «anti», c'est aussi passer un après-midi et une soirée par semaine dans un gymnase, à créer, en tenue de sport et instrument de musique en main, «une autre citoyenneté, plus ouverte». C'est sa corde associative à lui.

Si le Brésil est son jardin personnel, à son retour en France, en 1994, c'est la crise des sans-papiers qui lui sert de porte d'entrée dans les tribus antilibérales. Son hamac, Paul Régnier en a d'ailleurs fait son compagnon fétiche depuis qu'il l'a tendu une première fois entre un réverbère et un panneau d'interdiction de stationner, devant l'église Saint-Ambroise à Paris. Il s'engage alors sans rien demander à personne. Ni consignes ni carte d'adhérent. Il copine avec les responsables des coordinations, écrit des chansons, se rend compte qu'il est plus à l'aise dans la rédaction de tracts que dans l'assistance humanitaire. Mi-franc-tireur, mi-funambule. Plus de six ans après, cet engagement reste pour lui l'exemple type de la lutte.

Cette «haine» «de toutes les discriminations» lui a été transmise par la famille. «J'ai des verrous assez solides dans la tête», dit-il. Grand-père juif fusillé pendant la guerre. Grand-mère disparue à Auschwitz. Un père matheux et trotskiste, mort trop tôt. Une mère MLF, informaticienne sur le tas. Un foyer où l'on s'était battu pour aider les Algériens en 1956 et où l'on accueillait des réfugiés chiliens après le coup d'Etat contre Allende. Gauchiste, Paul Régnier? Forcément trotskiste? «Il a un petit côté gauchiste, reconnaît un militant vert. Mais c'est aussi un naïf très éloigné des cultures d'appareil.» De cet héritage, Paul Régnier, avec sa gueule de boxeur pas abîmée et ses paluches de bricoleur, n'a gardé que la niaque militante. Pas le goût des structures partisans. Sa première carte, il l'a prise en 1994 pour entrer dans la chapelle groupusculaire de Noël Mamère, avant que ce dernier rejoigne les Verts. Il avait, quelques jours plus tôt, entendu un des lieutenants de l'actuel député, à Bercy, évoquer les rapports Nord-Sud et la mondialisation.

C'était il y a six ans. Aujourd'hui, il en parle lui-même en cherchant le chemin pour sortir de la case «anti». L'OMC? «Je ne suis pas contre par principe. Je suis contre cette OMC-là, antidémocratique.» L'Europe? Il est pour. Mais pas celle qui se construit. Il est convaincu que «les logiques nationales ne viendront pas à bout de l'Empire». Jean-Pierre Chevènement, qui lui aussi a fait le voyage au Brésil, n'est pas sa tasse de thé. Il se sent plus internationaliste que

souverainiste. Dans la même veine, il fixe une limite à la ligne du Monde diplomatique, qui, «sur l'Europe, manque de vision». Il a de la sympathie pour José Bové mais ne le suivrait pas s'il se lançait en politique. Porto Alegre fera-t-il date? Avant de partir, Paul Régnier interprétait la tenue de ce Forum social mondial comme «un changement radical de perspective. Pour la première fois, nous sommes dans le pour davantage que dans le contre. Soit c'est le début de quelque chose, soit je ne vois pas ce qui pourrait fabriquer de l'alternative à la logique néolibérale». Rendez-vous à Göteborg, à Bruxelles ou ailleurs. Avec ou sans hamac